

## AFFAIRE AUTOROUTE EST-OUEST

# Suspicion sur l'Organe de lutte contre la corruption

**L'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption qui vient tout juste d'être installé suscite déjà de multiples interrogations. Si la question de ses prérogatives a déjà été largement évoquée par la presse, c'est aujourd'hui sa composante même qui laisse les observateurs avertis pour le moins circonspects.**

**Tarik Hafid - Alger (Le Soir)** - Et c'est le scandale de l'autoroute Est-Ouest qui vient s'inviter au cœur même de l'organe destiné à prévenir et à combattre la corruption.

En effet, il se trouve que l'un des membres désignés par Abdelaziz Bouteflika a dans sa famille la plus proche des éléments directement impliqués dans le dossier de justice relatif au scandale de l'autoroute.

Ainsi, l'ex-directeur de la planification et de la coordination au ministère des Transports, Salim Rachid Hamdine, actuel-

lement incarcéré, se trouve être le gendre d'un membre important de l'organe anti-corruption, en l'occurrence M. Abdelkrim Gheraïeb.

Le gendre de M. Gheraïeb, qui est en prison à Serkadji depuis plusieurs mois, est accusé de «malversation et de corruption».

Il lui est reproché d'avoir joué un rôle central dans cette affaire en fournissant des informations de premier plan à l'homme d'affaires Sid Ahmed Addou. Ce dernier lui versait en contrepartie des commissions conséquentes. C'est ce

même Addou qui s'est chargé de dénoncer Salim Rachid Hamdine aux enquêteurs.

D'ailleurs, Addou ne s'est pas contenté de «balancer» son ancien complice puisqu'il a également déclaré avoir remis de l'argent aux trois filles de Abdelkrim Gheraïeb.

Le businessman a fourni aux enquêteurs des détails très précis, notamment des numéros de comptes bancaires ouverts par les filles Gheraïeb à Genève. Selon certaines sources, les concernées ont été entendues en qualité de

témoins par le juge d'instruction de la 9<sup>e</sup> chambre du Pôle criminel spécialisé du tribunal d'Alger. Dans cet imbroglio, Sid Ahmed Addou s'en sort plutôt bien malgré les multiples charges retenues contre lui. Placé en détention préventive le 7 octobre 2009, il a finalement été remis en liberté le 11 novembre 2010 sur ordonnance du magistrat instructeur suite à un appel introduit par le parquet.

Certains cercles laissent même entendre qu'une puissante zaouïa de l'ouest aurait pesé de tout son poids auprès des

«plus hautes autorités» du pays pour intercéder en faveur de Sid Ahmed Addou.

Dès lors, se pose une question essentielle : un membre important de l'Organe de lutte contre la corruption peut-il supporter une telle proximité avec l'un des scandales les plus importants depuis l'indépendance du pays ? L'ancien diplomate et ancien président de l'Amicale des Algériens en Europe s'est mis de fait dans une position délicate. Toutes ses activités au sein de l'Organe, si celui-ci venait à se saisir d'un dossier comme

celui de l'autoroute Est-Ouest, seraient entachées de «suspicion légitime», pour paraphraser le langage des avocats.

M. Gheraïeb qui a, il y a quelques années, échoué à devenir président de l'Assemblée nationale, a été mis dans une situation plus qu'inconfortable par le président Bouteflika qui, en voulant forcer les choses, et par extension, place l'organe de prévention et de lutte contre la corruption dans un environnement de doute sur ses véritables objectifs, et ceci dès sa naissance.

T. H.

## ORGANE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

## La poudre aux yeux ?

**A la corruption qui, au fil des années, s'est métastasée telle une gangrène pour pourrir y compris les segments les plus prépondérants de l'économie nationale, la plus haute autorité politique du pays a répondu par l'institution, puis la mise en place d'un nouvel instrument de prévention et de lutte.**

**Sofiane Aït-Iffil - Alger (Le Soir)** - L'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, mis sur pied il y a de cela une quinzaine de jours, en application d'un décret présidentiel publié, lui, quatre années après la promulgation de la loi contre la corruption, participe de ces mesures que l'Etat a mises en branle afin d'endiguer le grave phénomène de la corruption. En soi, une telle initiative pourrait être louable.

D'autant qu'elle intervient à un moment où de lourds dossiers de corruption sont étalés sur la voie publique. Les affaires scabreuses meublent quasiment sans discontinuer la chronique médiatique, faisant apparaître une corruption à grande échelle, touchant des

colosses économiques à l'instar de la Sonatrach ainsi que des projets d'envie, comme les chantiers de l'autoroute Est-Ouest. C'est important que l'Etat prenne conscience de la gravité de la situation et de la dangerosité du fléau, mais faudra-t-il encore que sa démarche pratique procède d'une bonne intention, d'un engagement sérieux et résolu. Car il n'est pas dit que la multiplication des observatoires dédiés à la lutte contre la corruption soit en elle-même gage de réussite. Pour mener à bien une campagne de lutte contre la corruption, la volonté politique est plus que nécessaire. Or, c'est cette dernière dont il y a lieu de douter, puisque ce n'est pas tant le déficit en matière d'organismes de

lutte contre la corruption qui a favorisé l'expansion du fléau. La corruption a poussé à l'ombre d'institutions dévitalisées. L'on sait ce qui est advenu de la Cour des comptes, réduite qu'elle a été à une institution somnolente.

La lutte contre la corruption ne saurait se suffire des effets d'annonce, au demeurant itératifs dans l'expression et discours officiels. D'ailleurs, n'étant pas accompagnés d'engagements fermes, les discours, nombreux dédiés à la lutte contre la corruption, sont restés lettre morte.

Et les engagements fermes, pour être traduits en actions efficaces sur le terrain, il est vital et impératif que la mission soit confiée à des compétences intègres.

C'est à travers le profil des missionnés pour lutter contre la corruption que se perçoit la sincérité de l'engagement. Sans probité, la lutte restera un vain mot.

S. A. I.

## ANNABA

## Fausse alerte à la bombe

Les artificiers de la Sûreté de wilaya d'Annaba ont fait exploser, hier après-midi, un paquet suspect au niveau de la station de bus Souidani-Boudjemaâ.

Une sourde explosion a été entendue vers 15 h à des dizaines de mètres à la ronde du lieu de la découverte de l'objet suspect.

Ce qui a fait craindre le pire, d'autant plus que ce lieu du centre-ville est très fréquenté. Outre la station de bus précitée, il regroupe un marché de fruits et légumes et plusieurs autres commerces.

Après l'intervention des artificiers, la population était rassurée et la vie a repris son cours normal. Finalement, il y a eu plus de peur que de mal.

A. B.

## POUR NON-CONFORMITÉ AVEC LA LOI

# Retrait d'agrément pour cinq conditionneurs

**Le ministre de la Santé n'a finalement pas répondu aux sollicitations des conditionneurs de médicaments, qui ont demandé un nouveau délai avant de passer à la production. D'ailleurs, Ould Abbas a déjà sévi en retirant l'agrément à cinq conditionneurs parmi les quatorze existants.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Les conditionneurs de médicaments avaient jusqu'à la fin de l'année dernière pour déposer des dossiers de fabrication. Ils ont été sommés de se conformer à la nouvelle réglementation, qui définit les conditions techniques d'importation des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux. Celle-ci stipule, entre autres, qu'ils doivent passer à la production des produits qu'ils

importaient. Or, certains conditionneurs ont demandé un nouveau délai avant de se conformer à la loi. Requête rejetée par Ould Abbas.

Ce dernier a indiqué, hier, qu'il avait procédé au retrait d'agrément pour cinq conditionneurs parmi les quatorze existants et qui, visiblement, n'ont pas réussi à passer à la fabrication. «Chaque année, on demande un nouveau délai ; si l'on continue, on se retrouvera obligé de

prolonger ces délais à chaque fois qu'ils arriveront à leur terme», a déclaré le ministre de la Santé.

Par ailleurs, ce dernier a inauguré, hier, un nouveau centre d'oncologie médicale au niveau du quartier de Beau-Fraisier, dans la commune de Bouzaréah. Ce centre, où à l'origine étaient traités des malades asthmatiques, et qui était à l'abandon depuis 1995, a été baptisé clinique Zighout-Amine. D'une capacité d'accueil de 20 personnes par jour, cette unité d'hôpital du jour prendra en charge le suivi du traitement des malades cancéreux, a expliqué le

Pr Oukkal, chef du service d'oncologie médicale. Selon ce dernier, un nouveau centre antidouleur et un autre pour les soins palliatifs seront également réalisés dans ce même espace, d'environ 4 ha.

L'Algérie compte réaliser d'ici deux ans 22 autres structures équipées de 57 appareils. Ces centres atténueront la pression sur les 14 que compte actuellement le pays, et qui n'arrivent pas à prendre en charge tous les malades atteints de cancer. Le ministre a annoncé l'acquisition prochaine de 27 accélérateurs de 3<sup>e</sup> génération. En Algérie, près de 40 000 nouveaux cas de cancer

sont enregistrés annuellement, dont près de 28 000 nécessitant un traitement par radiothérapie.

En 2009, près de 2 800 personnes étaient atteintes du cancer du poumon, 1 900 femmes souffraient du cancer du col de l'utérus, alors que

7 000 autres souffraient du cancer du sein, dont 50% sont décédées. Selon les oncologues, les chances de guérison sont beaucoup plus importantes quand le cancer est diagnostiqué à son premier stade.

S. A.

## AUTORISATIONS D'IMPORTATION

## Ould Abbès rencontre aujourd'hui les fabricants

Le ministre de la Santé a indiqué, hier, qu'il allait rencontrer aujourd'hui les fabricants de médicaments, dans le but de signer les autorisations d'importations. Les importateurs, pour leur part, seront reçus dimanche prochain.

S. A.